

Epreuve - Matière : Note de synthèse

Session : 2024

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuillet officiel, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Remplir soigneusement le cadre relatif au concours OU à l'examen qui vous concerne.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuillet officiel.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) sur le nombre total de pages que comporte la copie (y compris les pages vierges).
- Placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre de numérotation des pages.

Twitter a-t-il été
un levier ou un obstacle pour la démocratie?

Si l'opinion publique s'émerveille du rôle qu'ont joué les réseaux sociaux dans l'élection de Barack Obama en 2012, un vent de panique surgit lors de l'attaque du Capitole 8 ans plus tard, coordonnée par des soutiens de Donald Trump à travers les mêmes réseaux. La démocratie semble alors menacée en ce que le débat contradictoire est évincé, et le "forum public" piétiné. Twitter est particulièrement incriminé dans ce processus.

On peut en effet légitimement se demander en quoi un tel réseau social participe de la vie démocratique d'une nation. À partir des textes du dossier proposé, nous verrons d'abord comment le réseau reprend certains fonctionnements traditionnels de la démocratie. Nous porterons ensuite attention à la "pollution" de la démocratie qu'il peut provoquer, pour enfin discuter des jeux de confiscation de pouvoir qui l'animent.

Pour le professeur de droit public Idriss Fajassi, les réseaux sociaux sont des catalyseurs de la vie politique. Ils mettent en œuvre une "démocratie connectée" (texte 5) dont la promesse est un affranchissement des contraintes traditionnelles de la politique en renforçant l'horizontalité et le dialogue. Pour le journal L'Indépendant, on pourrait donc y voir l'outil démocratique par excellence (texte 6). Ce système peut être qualifié de "netroot" (texte 5) en ce qu'il est constitué d'une technologie capable de fédérer un groupe qui peut à la fois s'informer et contribuer au réseau. Des chercheurs ont en effet pu constater, lors des campagnes d'Howard Dean en 2004 et de Barack Obama en 2012 que les réseaux sociaux, et parmi eux Twitter, permettaient une mobilisation accrue des jeunes.

Le militantisme traditionnel se poursuit donc sous de nouvelles formes, explique le professeur en sciences de l'information et de la communication Arnaud Mercier (texte 3). Les "Connective actions" prennent la suite des actions collectives au sein d'une population plus fragmentée, de réseaux à lien faible. En tant que technologies politiques, des réseaux comme Twitter permettent une mobilisation "par le haut" en facilitant le contact des candidats et des citoyens, mais aussi "par le bas" en favorisant la diffusion de formes protestataires de mobilisation. L'efficacité de ces pratiques s'est révélée durant les "Révolutions 2.0" comme le printemps Arabe de 2011 (texte 7) qui a vu la révolte tunisienne se répandre et se coordonner sur les réseaux. Ceux-ci gardent aussi la mémoire de ces luttes politiques (texte 8), justifiant une inquiétude face à leur éventuelle disparition.

Dans Télérama, Samuel Gontier tempère toutefois l'enthousiasme pour l'efficacité révolutionnaire des réseaux en rappelant qu'il est parfois bien difficile de s'assurer de l'authenticité d'un message (texte 10). Il rappelle aussi que les appareils d'Etat apprennent à s'exprimer eux-mêmes sur les réseaux, comme c'est le cas en Iran, ce qui en fait aussi des relais de la désinformation d'Etat. Le professeur de droit Laurence Lessig va donc jusqu'à dire qu'Internet pollue la possibilité d'une démocratie du fait de la multiplication de fausses informations (texte 13). L'ère des "false news" est décrite par le journaliste Samuel Laurent (texte 2) qui expose la "grammaire" des réseaux sociaux qui amènent à des comportements de plus en plus violents, exacerbant la division partisane.

De manière insidieuse, expose Idriss Farsani, le débat s'appauvrit jusqu'à éventuellement être nié. Les campagnes politiques, lieux historiques de la confrontation réfléchie des programmes et propositions, sont perturbées par une liberté d'expression devenue tribale (texte 3). Alors que Twitter sert d'avantage à capter l'attention du public qu'à l'informer (texte 1), une forme d'addiction à l'information se développe, si l'on en croit Gaël Brustier (texte 11). Plusieurs auteurs sont ainsi enclins à comparer Twitter et le crack, du fait de sa capacité à donner de manière répétée au public, mais aussi aux journalistes, ce qu'ils veulent entendre (texte 13).

Un jeu de confiscation du pouvoir se dessine donc à mesure qu'est scrutée l'activité de ces réseaux. Pour Caroline Forrest (texte 4), l'ambiguïté vient du fait que des paroles publiques se retrouvent soumises à la loi de compagnies privées, comme Twitter, et des personnalités non élues qui les dirigent, comme Jack Dorsey ou Mark Zuckerberg. Dans sa thèse, Laura

Goldberg-Bagelino note aussi que le "capital médiatique", tout comme l'influence, semble avoir pris toute la place (texte 3). Dès lors, la ressemblance entre les réseaux et l'espace public défini par Habermas, où des personnes privées discutent de leur intérêt commun, est brisée.

Des "cocons cognitifs" (texte 5) induisent des aveuglements des raisonnements circulaires, et la fin des expériences partagées, confisquées par des intérêts privés.

Les entreprises qui produisent ces réseaux ne sont pourtant pas au-dessus de tous les états, comme le rappelle Courrier international (texte 12). Au Nigéria en 2021, l'appareil d'état a banni Twitter pendant sept mois, punissant ainsi la diffusion de messages s'opposant au gouvernement. Le site n'a été remis en ligne qu'après vérification de sa conformité. Pour Samuel Gontier (texte 10), ce qui se passe en Afrique a cours en occident aussi : les réseaux sociaux peuvent être vus comme les relais de l'idéologie dominante, tant et si bien que Twitter pourrait être à la révolution iranienne ce que fut CNN à la première guerre du Golfe.

Si opérer un bilan net sur des médias si jeunes peut s'avérer une gageure, la nature profondément ambivalente des réseaux sociaux doit sans cesse être rappelée, tout comme leur état paradoxal de nouvelles agoras publiques régulées par des entreprises californiennes.